

LA TURQUIE SE DÉCONSIDÈRE EN LAISSANT SE DÉGRADER LA DÉMOCRATIE EN TURQUIE

NORA ŞENI

in *POLITIS*, 22 avril 2021, dossier Turquie

Depuis un an et demi, les opérations militaires lancées unilatéralement par la Turquie hors de ses frontières n'ont rencontré qu'une faible opposition internationale. Ça peut changer avec Joe Biden ?

Nora Şeni : On peut le penser, l'espérer. Le nouveau président des États-Unis, dont l'équipe connaît très bien la Turquie, s'est montré très virulent pendant sa campagne électorale envers Erdogan. Biden prône un retour au respect des valeurs de démocratie, des droits humains et de l'État de droit comme condition du soutien des Etats-Unis. Cela peut avoir un certain impact auprès des pays dirigés par des autocrates, la Russie, la Turquie. bien sûr. La position de Biden est surtout susceptible d'inspirer l'Union européenne, qui n'a pas su jusque-là s'imposer face à Erdogan, faute de volonté collective.

Au lendemain de la présidentielle étasunienne, Erdogan affirmait que la Turquie n'a d'autre horizon que de bâtir son avenir avec l'Europe, en dépit d'agressions anti-occidentales constantes depuis des mois. Un revirement sérieux ou une rodomontade de plus ?

Certes, Erdogan affiche un revirement, cependant il ne faut pas en être dupe. Cette évolution du discours est autant une façon de gagner du temps et de tester les nouveaux rapports de force internationaux qu'une manière de sortir de l'isolement diplomatique auquel il a mené la Turquie. Le paramètre principal dont il tient compte est le changement que représente l'arrivée de Biden à la Maison blanche. Il a depuis accepté de s'asseoir à la table de négociations avec la Grèce. Ceci après les violations répétées des eaux territoriales grecques tout au long de 2020 pour revendiquer des droits sur l'exploration du gaz, alors que l'Union européenne volait au secours d'Athènes. Mais négociera-t-il vraiment ? On pourrait en douter à voir le spectacle de la conférence de presse houleuse à Ankara, le 15 avril pendant laquelle MM. Cavusoglu et Dendias, ministres des affaires étrangères turc et grec ont exprimé leurs griefs en des termes pas tout à fait diplomatiques. Si Donald Trump qui fut fort complaisant envers Erdogan était encore au pouvoir, la Turquie aurait probablement persévéré dans sa lancée expansionniste. Erdogan est un stratège politique chevronné, intelligent et pragmatique. Il sait se montrer souple lorsqu'il perçoit que le rapport de force évolue à son désavantage.

Cependant, Biden n'a toujours posé aucun acte visant à contrecarrer la mégalomanie du président turc...

C'est pourquoi il est encore trop tôt pour savoir si Erdogan mettra fin, même provisoirement, à sa geste d'émancipation vis-à-vis de ses partenaires occidentaux. Et c'est un sujet de préoccupation. Car le temps qui passe évolue en faveur des autocrates, plus les on laisse faire plus il devient difficile de les faire reculer. Regardez le bilan du laissez-faire des Etats Unis et de l'Europe : en Libye, dans le Haut-Karabakh et dans le nord-est de la Syrie, les contingents militarisés turcs sont désormais bien ancrés, ce qui n'était absolument pas le cas il y a deux ans. En Libye notamment, il ne faut pas espérer un retrait de sitôt. Ankara participe déjà à des solutions de sortie de crise négociée avec les Nations unies, y compris pour la reconstruction

économique. Les concessions faites à la Turquie sont valorisantes sur la scène domestique pour le chef de l'Etat turc. Et que dire de l'ambivalence de la position de la Turquie face à la Russie qui achète des missiles russes S-400, ménage Poutine et fait toujours partie de l'Otan !

Comment analysez-vous la faiblesse diplomatique de l'Union européenne face à la Turquie ?

L'attitude de l'UR relève d'une *realpolitik* que je trouve bien dépassée où chaque pays européen passe des accords économiques et politiques de son côté avec l'État du pays incriminé, *business as usual* et on abandonne la scène domestique peuplée d'acteurs dont on ne veut pas voir qui ont à cœur pourtant les mêmes valeurs et les exigences démocratiques que dans n'importe quelle nation « développée ». L'Union européenne ne manque pas pourtant de levier pour infléchir la politique de son partenaire. Elle se déconsidère en ne les utilisant guère.

Et puis ce genre d'attitude « pragmatique » n'est pas sans générer des retours en boomerang. Dans le monde globalisé d'aujourd'hui, il n'y a plus guère de possibilité de se prémunir, se protéger de l'affaiblissement de la démocratie chez ses voisins. On le voit par exemple en France avec l'activité de mouvements turcs d'extrême droite favorisés par Ankara.

Ce désintérêt européen est un crève-cœur pour une grande partie de la population turque, qui est attachée aux principes de la démocratie, de l'État de droit et aux libertés publiques. Les universitaires, le monde intellectuel et des arts, ce qui reste de la presse d'opposition attendent que l'Union européenne soutienne leur « résistance ».

Les espaces de respiration se restreignent dans la société civile turque. L'espace public du débat s'est réduite comme peau de chagrin. La plupart des médias sont détenus par des proches du chef de l'Etat dont ils relaient la propagande. Beaucoup de titres de presse d'opposition ont disparu, de nombreux journalistes et députés sont en prison, des élus de région ou de villes sont destitués, remplacés par des administrateurs publics, comme dans le sud-est anatolien à majorité kurde. L'homme d'affaires philanthrope Osman Kavala croupit en prison depuis octobre 2017. Figure de la société civile turque, il a eu pour tort d'avoir appuyé des projets culturels en faveur du dialogue social et de la paix. Erdogan en a fait une sorte d'otage face au monde occidental où les voix se multiplient et font pression pour exiger sa libération

La crise économique, qui s'est aggravée en Turquie ces dernières années, menace-t-elle la position d'Erdogan ?

L'opposition a remporté des succès électoraux importants aux municipales de 2019, enlevant notamment les trois plus importantes villes de Turquie — Istanbul, Ankara et Izmir. Une partie de l'électorat traditionnel s'est détournée d'Erdogan, déclassé par les difficultés économiques après qu'il ait bénéficié pendant une décennie de la politique de logement et de la santé publique du régime.

Cependant, je crois que l'on a beaucoup trop compté sur les effets de cette crise pensant qu'ils affaibliraient Erdogan. Or, il ne semble pas tenu par une logique électorale classique où l'on tente toujours d'élargir son électorat. Avec des modifications des lois électorales en plus de sa technique de criminalisation de l'opposition, son autoritarisme le dispense d'obéir à la nécessité de plaire à une base plus large. Il se consacre pour le moment au raffermissement du

noyau le plus dur de ses soutiens, qui est souvent le plus réactionnaire. La récente sortie de la Turquie de la *Convention d'Istanbul* contre les violences faites aux femmes satisfait les confréries islamiques qui la considéraient comme une ingérence de l'étranger « à la culture turque ». Erdogan a très fortement polarisé la vie politique. Il flatte un électorat composé de classes pratiquantes, traditionalistes et peu éduquées, qu'il présente comme victimes des occidentalisés laïques qui les auraient méprisées.

Erdogan cherche-t-il restaurer l'aura de l'époque ottomane ?

La référence à l'ère ottomane est un élément métaphorique de langage dans la rhétorique d'Erdogan. Lorsqu'il est devenu Premier ministre, en 2003 et qu'il ambitionnait l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne il n'était pas question de nostalgie ottomane. Qui peut dire qu'il n'aurait pas poursuivi dans la voie vers l'Europe si la chancelière allemande Angela Merkel et surtout Nicolas Sarkozy ne lui avaient radicalement, inélégamment fermé la porte de l'UE en 2007 ? Erdogan n'était alors absolument pas cet autocrate qu'il est devenu, et qui joue de l'émancipation de ses alliés occidentaux..

Hors des frontières turques, si quelques territoires de l'ancien empire sont aujourd'hui sous influence turque, la référence ottomane est un élément de la grammaire d'Erdogan qui fait image et devient compréhensible par l'opinion des deux rives de la Méditerranée. Cependant, il faut se garder de lui prêter une quête romantique. Si Erdogan est bien porté par un esprit de revanche, autant en termes de classe sociale que vis-à-vis de l'Occident c'est l'analyse qu'il a des rapports de force en présence et sa faculté d'explorer, de repousser les limites de son action qui font sa force.

L'humiliation infligée au « Sofagate » début avril à la présidente de la Commission Ursula von der Leyen qu'il recevait conjointement à Ankara avec le président du Conseil européen Charles Michel, en est une illustration condensée. En « oubliant » de lui attribuer un fauteuil Erdogan a non seulement exhibé les rivalités à la tête de l'Union européenne, mais aussi flatté la portion la plus réactionnaire de son électorat, opposé à l'égalité entre femme et homme. L'UE a l'occasion de manifester sa puissance et sa détermination à faire sinon triompher du moins avancer ses valeurs. Occasion manquée au stade actuel !

Nora Seni est une historienne franco-turque. Professeure à l'Institut français de géopolitique (Université Paris8), ancienne directrice de l'Institut français d'études anatoliennes à Istanbul elle a fondé le site web [l'Observatoire de la Turquie contemporaine](#). Dernier ouvrage paru *Les Camondo, l'Eclipse d'une fortune* (avec S. le Tarnec) Babel, 2018.

Propos recueillis par **Patrick Piro**